



Migrants et français: une version genevoise de proximité

INTÉGRATION • Plus d'argent pour plus de cours de français de proximité. Le Bureau de l'intégration des étrangers présente cette nouvelle répartition.



Le CEFAM de Meyrin organise de nombreuses excursions. Il semble bien que le cours de français genevois soit soluble dans la Berne fédérale.

PHOTO CEFAM

BENOÎT PERRIER

On connaît les situations kafkaïennes et inhumaines que suscite la loi suisse sur les étrangers (LEtr). Or voilà qu'on lui trouve un point positif! Elle accroît en effet le financement de cours de français pour migrants que donnent des associations genevoises. Détails sur un retournement partiel.

Rappelons d'abord que la maîtrise d'une langue nationale est un des points forts du programme d'intégration de l'Office fédéral des migrations. En conséquence, le subventionnement de cours a crû (au niveau genevois, il passe de 170000 à 500000 francs par an). Autre changement, ce financement n'est plus direct; il est désormais assuré par l'intermédiaire du Bureau de l'intégration des étrangers. Ce dernier présentait hier une brochure regroupant les dix-sept associations soutenues à Genève.

Un cours global

Point commun de ces organismes: ils fournissent une prestation qui va plus loin

qu'un simple cours de français. Ils proposent ainsi aide à l'insertion et œuvrent à la socialisation des participants.

Ils prennent aussi en compte des contraintes spécifiques. D'abord, les cours sont répartis sur le territoire, permettant à tous de trouver un cours près de chez soi. Le délégué genevois à l'intégration, André Castella, explique ensuite qu'une mère ne se rendra pas au cours si elle n'a pas d'endroit où faire garder son enfant. La brochure précise donc si un accueil est proposé dans le lieu ou si une telle prestation existe à proximité.

Cette nécessité est relayée par Martine Perrochet, coordinatrice de l'une des organisations. Un espace pour les petits est donc prévu à l'arcade qu'elle anime, le Centre de rencontre et de formation pour migrantes habitant à Meyrin (CEFAM). Décivant la spécificité des cours qui y sont donnés, elle évoque un «apprentissage mis en pratique, par immersion». Elle ajoute: «La langue est intégrée à la vie

de tous les jours; il y a une ligne didactique mais c'est très contextualisé.»

Lien avec son quartier

Le centre va donc à la rencontre des femmes de cette ville suburbaine dont les profils sont très variés: des épouses d'employés du CERN ou de grandes entreprises côtoient ainsi des femmes réfugiées très peu scolarisées. Mission cardinale: permettre aux participantes de faire des liens avec leur quartier et ses habitants. La coordinatrice insiste d'ailleurs sur la densité du réseau meyrinois qui propose de très nombreuses activités. Son organisation doit donc être «une passerelle pour les migrantes, elle doit faciliter leur engagement dans ce qui existe à Meyrin».

Prendre sa place

Cette dimension de participation se retrouve dans la définition de l'intégration que donne la professionnelle: «S'intégrer c'est se trouver une place, s'épanouir. C'est pouvoir être créatif, pouvoir non seule-

ment recevoir mais aussi donner.» Le corollaire tombe bien vite: «Ça ne se résume pas à parler le français.»

Il y a donc bel et bien un décalage entre la politique qu'édicte Berne et sa mise en œuvre cantonale qui propose une prise en charge globale. Le délégué à l'intégration admet l'ironie de la situation. Il dit pourtant «essayer de faire au mieux avec ce qui est obligatoire».

S'étonnant de cette souplesse de la part d'un professionnel en première ligne, on lui trouve pourtant une hantise: un contrat d'intégration tel que l'imposent d'autres cantons. Comparant ce type d'engagement à un vœu pieux qui décréterait l'intégration, il le qualifie de «réponse simpliste à un problème complexe.» Il s'anime: «Quand vous permettez à une personne qui a un permis F d'avoir un revenu et des conditions de vie décentes, vous n'avez plus besoin de faire signer des contrats.»

Disponible également en ligne sur le site www.ge.ch/integration

PÊCHÉ RUE DE LA TRUITE

Le flair du journaliste

Dans son édition d'hier, la *Tribune de Genève* a minutieusement relaté l'opération policière menée le week-end passé aux Pâquis. Ce qui nous vaut, au terme du reportage cette constatation olfactive du journaliste: «Au final, une odeur âcre et violente dans les sous-sols bétonnés de la police. L'odeur de la racaille. On trouvera l'image insultante: elle n'est que la traduction littérale de la réalité.» Et écrire que ces propos puent le racisme, c'est une insulte ou une simple «traduction littérale de la réalité»? ocz

L'amour aux temps de la grippe porcine

Hillary Clinton et moi «ne pourrions pas être plus proches», ironisait Barack Obama en enfilant un gag après l'autre au cours du fameux dîner de l'Association des correspondants de la Maison-Blanche. La preuve, «à la seconde où Hillary est rentrée du Mexique, elle m'a fait une grande bise et dit que je devrais y aller moi-même». Une magnifique illustration de l'amour vache. FLO

LA CHAUX-DE-FONDS

Jacques Demierre au centre des «Amplitudes»

Le festival biennal «Les Amplitudes», dédié à la musique contemporaine, débute aujourd'hui à La Chaux-de-Fonds. L'édition 2009 de la manifestation, prévue jusqu'à dimanche, sera centrée sur l'œuvre et les recherches du compositeur genevois Jacques Demierre.

Selon les organisateurs, la biennale se présente comme une manifestation interdisciplinaire. Elle se fonde sur une approche multiple de la musique, en créant des ponts avec le théâtre musical, les arts plastiques, la peinture et le cinéma.

Trois créations en première mondiale de Jacques Demierre (14 mai), John Menoud (13 mai)

et Dieter Schnebel (15 mai) sont prévues au programme. Celui-ci comprend aussi la projection du film *Voicing Through Saussure* de Véronique Goël (15 mai).

Au nombre des ensembles et des artistes invités figurent Le Nouvel Ensemble contemporain (NEC), l'Orchestre de Chambre de Lausanne (OCL), Die Maulwerker, La Trombocina, SIX et 1+1. Des expositions et conférences-performances sont prévues dans les principaux lieux culturels de la ville. Tous les concerts seront enregistrés par RSR Espace 2. ATS

www.lesamplitudes.ch

EN BREF

DÉVELOPPEMENT DURABLE Pour des écoles en Afrique

«Pourquoi construire des écoles en Afrique?» L'association «Graine de baobab», active dans des projets de développement durable, abordera ce thème à Uni-Mail, demain à 12h15, sous les auspices de l'Association des étudiants en sciences politiques et relations internationales (AESPRI). Eliane Longet, présidente de «Graine de baobab» évoquera la question de l'éducation dans les priorités du développement et la lutte contre la pauvreté. Samedi 16 mai, l'association organisera une «marche du baobab» pour financer la construction d'une école au Burkina-Faso. Le départ aura lieu au préau de l'école du Pré-du-Camp à Plan-les-Ouates dès 14 heures. Informations sur www.grainedebaobab.org. PDR

MANIFS ANTI-CRISE

Les syndicats genevois rejoignent le mouvement européen

«Nous ne paierons pas leur crise!» Le mot d'ordre de la manifestation du 16 mai prochain est la version genevoise du mouvement européen qui touchera Bruxelles, Paris, Prague, Madrid et Berlin, où des défilés simultanés sont prévus. Hier, c'est devant l'Office cantonal de l'emploi (OCE), à Rive, que les organisateurs ont symboliquement présenté les revendications pour la manifestation.

Un défilé pour «dénoncer les plans de sortie de crise», selon le secrétaire d'Unia Alessandro Pelizzari. «Cette coalition n'est pas là pour défendre les banques. Il faut faire payer ceux qui ont provoqué la crise, pas socialiser les pertes.» Dans la ligne de mire des syndica-

listes, les réductions fiscales du Conseil fédéral et de l'Etat de Genève. Andrée Jelk-Peila, de la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS), plaide pour «utiliser les revenus du capital pour lutter contre le chômage des jeunes, en misant sur la formation».

Clé du plan de crise des syndicats: le renforcement des services publics. Manuella Cattani, secrétaire au SIT, plaide pour «le bassin d'emploi important que peut créer le social, dans le secteur médical et pour les aînés».

Autre point à l'ordre du jour, les libertés syndicales. Le socialiste Jean-Pierre Thorel a annoncé «l'envoi d'une pétition à

la Constituante pour demander que soit inscrit le devoir du gouvernement de surveiller l'application de ces droits». Ironie du sort, un peu plus tôt, le petit rassemblement devant l'OCE a justement valu aux organisateurs un contrôle de police. Un petit incident inscrit dans des restrictions plus larges des mouvements sociaux? Pour Alessandro Pelizzari, «si nous ne pouvons pas accéder à la voie publique, nous perdons un moyen de lutte». Et le syndicaliste d'embrayer sur «le détour devenu obligé devant Manor», le 16 mai, afin de protester contre le licenciement récent d'une déléguée syndicale.

PABLO DE ROULET